

NATIONS UNIES  
CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



Distr.  
GENERALE  
E/CN.4/1198  
5 février 1976  
FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Trente-deuxième session  
Point 11 de l'ordre du jour provisoire

SECTION DES DROITS DE L'HOMME  
COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
A RENSEIGNER LE 15/10/76

DROITS DE L'HOMME ET PROGRES DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNIQUE

Conséquences des progrès scientifiques et techniques  
sur les droits économiques, sociaux et culturels

Rapport du Secrétaire général

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>
INTRODUCTION .....	1 - 5
DROIT A L'ALIMENTATION .....	6 - 53
1. Normes internationales existantes .....	6
2. Conséquences favorables des progrès scientifiques et techniques récents sur l'abondance et la qualité de la nourriture .....	7 - 19
3. Problèmes affectant les droits de l'homme .....	20 - 39
4. Législation et autres normes et directives .....	40 - 53

## INTRODUCTION

1. Trois rapports établis par le Secrétaire général et consacrés aux conséquences des progrès scientifiques et techniques sur les droits économiques, sociaux et culturels ont été publiés sous les cotes E/CN.4/1084, E/CN.4/1115 et E/CN.4/1141; ces rapports traitaient des conséquences de la science et de la technique sur i) le droit à l'alimentation et le droit à l'habillement; ii) le droit au travail, le droit à des conditions équitables et satisfaisantes de travail, le droit à une rémunération équitable et satisfaisante, le droit à un salaire égal pour un travail égal, le droit de fonder des syndicats et de s'affilier à des syndicats et le droit au logement; iii) le droit au repos et aux loisirs, ainsi que le droit à la sécurité sociale.

2. Bien qu'établis en consultation avec les institutions spécialisées intéressées, ces documents n'étaient que des "rapports préliminaires" <sup>1/</sup>. Une lettre a donc été adressée le 28 mai 1974 à l'OIT, l'UNESCO, l'OMS et la FAO afin de les réviser. On y exprimait l'espoir qu'il ne serait pas nécessaire de publier une version entièrement nouvelle des rapports et qu'il suffirait peut-être de faire paraître un rapport ou des rapports complémentaires contenant les modifications proposées par les institutions spécialisées consultées. La lettre précisait en outre qu'en tout état de cause, il serait très souhaitable, étant donné les ressources limitées en personnel, que les changements proposés intéressent le texte de passages précis des rapports existants.

3. La FAO a répondu à cette lettre le 30 avril 1975 et l'OIT, le 29 mai 1975. Les réponses contenaient des modifications à apporter au texte des passages des rapports qui traitaient du droit à l'alimentation et du droit au travail. On y trouvait aussi des observations plus générales, et des références à des publications dont certaines étaient jointes. Les réponses sont à la disposition des membres de la Commission qui voudraient en prendre connaissance.

4. L'OIT propose que le paragraphe 26 du document E/CN.4/1115, qui concerne le droit au travail, soit remplacé par le texte suivant :

"Sept cahiers de Travail et automation ont été publiés entre 1964 et 1968. La Revue internationale du travail de l'OIT présente régulièrement des articles, et des analyses de livres sur les problèmes de l'évolution des techniques et elle comprenait, de 1966 à 1972, une rubrique spéciale consacrée à des résumés de livres et d'articles sur l'automation. Une bibliographie sur les aspects matériels et sociaux de l'automation a été établie en 1962, puis revue et mise à jour en 1966 et 1969. Les nouveaux besoins d'éducation créés par l'évolution des techniques ont également reçu beaucoup d'attention. Douze volumes de résumés d'articles ou d'ouvrages sur la formation professionnelle ont été publiés à ce jour par le Centre d'information et de recherche sur la formation professionnelle de l'OIT. Des résumés de ce genre continueront de paraître dans la série Publications, formation et perfectionnements - FEP. A sa cinquante-neuvième session tenue en 1974, la Conférence internationale du travail a examiné, pour la première fois, la question de l'adoption de nouvelles normes internationales concernant l'orientation et la formation professionnelles."

---

<sup>1/</sup> E/CN.4/1084, par. 4, E/CN.4/1115, par. 6, et E/CN.4/1141, par. 7.

5. Les renseignements fournis ci-après sous la rubrique "Droit à l'alimentation" correspondent aux paragraphes 12 à 57 du document E/CN.4/1084, sous réserve des modifications découlant des observations formulées par la FAO.

## DROIT A L'ALIMENTATION

### 1. Normes internationales existantes

6. La Déclaration universelle des droits de l'homme compte l'alimentation au nombre des facteurs qui constituent le droit de toute personne à un niveau de vie "suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille" (art.25, par.1). Le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels inclut également une "nourriture suffisante" dans "le droit de toute personne à un niveau de vie suffisant" (art.11, par.1). De plus, cette idée est développée et précisée au paragraphe 2 de l'article 11, qui est ainsi conçue :

"Les Etats parties au présent Pacte, reconnaissant le droit fondamental qu'a toute personne d'être à l'abri de la faim, adopteront, individuellement et au moyen de la coopération internationale, les mesures nécessaires, y compris des programmes concrets :

"a) Pour améliorer les méthodes de production, de conservation et de distribution des denrées alimentaires par la pleine utilisation des connaissances techniques et scientifiques, par la diffusion de principes d'éducation nutritionnelle et par le développement ou la réforme des régimes agraires, de manière à assurer au mieux la mise en valeur et l'utilisation des ressources naturelles;

"b) Pour assurer une répartition équitable des ressources alimentaires mondiales par rapport aux besoins, compte tenu des problèmes qui se posent tant aux pays importateurs qu'aux pays exportateurs de denrées alimentaires."

### 2. Conséquences favorables des progrès scientifiques et techniques récents sur l'abondance et la qualité de la nourriture

7. Dans le numéro de 1970 de La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture, publication annuelle de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, un chapitre est consacré aux progrès techniques réalisés dans la production d'aliments. On peut y lire ce qui suit :

"Ce qui a caractérisé le plus la période d'après-guerre, c'est la rapidité du développement technologique. Bien des progrès réalisés ont été très spectaculaires, notamment dans le domaine de la science atomique, de la technologie spatiale, de la technologie des ordinateurs et en matière de génétique et de compréhension des processus biologiques fondamentaux. Les résultats spectaculaires obtenus dans chacun de ces domaines ont entraîné un important

essor de la technologie alimentaire et agricole bien que jusqu'ici nombre de ces contributions aient été beaucoup plus potentielles qu'effectives 2/."

8. Les succès obtenus dans la culture de variétés de blé, de riz et de maïs à rendement élevé sont tels qu'on est en droit d'espérer que ces progrès, qui ont amené ce qu'il est convenu d'appeler la "révolution verte", permettront de nourrir ceux qui ont faim dans le monde entier 3/. C'est surtout grâce à une meilleure connaissance de la génétique végétale et à une utilisation à la fois plus intensive et plus rationnelle de la variabilité, dans le monde, du plasma germinatif des principales espèces, ainsi qu'à des mutations induites, qu'on a progressé dans le domaine de la sélection de nouvelles variétés en vue d'améliorer la structure végétale, suscité un plus grand intérêt pour les techniques modernes de production, réussi à assurer l'adaptation à de nouvelles régions et amélioré la résistance des plantes au froid, à la sécheresse, au vent et aux maladies 4/. Récemment, on a pu accélérer les changements biologiques naturels par recours aux rayonnements et aux mutagènes chimiques 5/.

9. A la base de la révolution verte, on trouve également les pesticides et les engrais chimiques. L'introduction de nouvelles cultures à haut rendement dans les pays en développement a accru la demande d'engrais. En même temps, on fait un large usage d'insecticides et de fongicides puissants pour protéger les récoltes contre les maladies et les attaques des insectes et des rongeurs.

---

2/ La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture (Rome, FAO, 1970), p. 154. A signaler également un rapport de 1961, intitulé Tendances actuelles de la recherche scientifique - Etude sur les tendances principales de la recherche dans le domaine des sciences exactes et naturelles, la diffusion des connaissances scientifiques et leur application à des fins pacifiques, par le Pr. Pierre Auger (E/3362/Rev.1), qui, dans la première partie (chap. IV), traite des sciences de l'alimentation et de l'agriculture. Ce rapport a été établi conformément à la résolution 1260 (XIII) de l'Assemblée générale, en date du 14 novembre 1958.

3/ Possibilités d'accroître la production alimentaire mondiale, par W.H. Pawley. Campagne mondiale contre la faim - Etude de base No 10 (Rome, FAO, 1967). Pour un résumé des activités de la FAO dans ce domaine, voir également E/CN.4/1023/Add.2, annexe B.

4/ Renseignements fournis par la FAO; voir aussi "Genetic technology and agricultural development", Science (Etats-Unis), 9 juillet 1971, p. 119. The Use of Induced Mutations in Plant Breeding par R.A. Silow ed. (New York, Pergamon Press, 1965). Manuel sur l'amélioration des plantes par les mutations, collection Rapports techniques No 119 (Vienne, Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), 1970).

5/ Les techniques nucléaires et la révolution verte - Programme commun de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et de l'Agence internationale de l'énergie atomique sur l'emploi des techniques nucléaires dans l'alimentation et l'agriculture (Vienne, AIEA, juin 1971), INFCIRC/146/Add.1. Voir également Les techniques nucléaires dans la production alimentaire, Campagne mondiale contre la faim, Etude de base No 22 (Rome, FAO et AIEA, 1969).

10. Les techniques de l'utilisation des eaux et des sols ont beaucoup progressé, ce qui a permis de tenir le pari de la révolution verte. L'aménagement scientifique des eaux sera le moyen le plus efficace d'assurer une meilleure utilisation des eaux en vue d'augmenter la production agricole, la conservation de l'eau pour développer la production, la protection des ressources hydrauliques, la protection des terres agricoles contre les dégâts dus aux inondations, ainsi que la dégradation causée par la salinité et la saturation; l'aménagement scientifique des eaux concerne aussi la mise en valeur rationnelle des ressources hydrauliques, les techniques modernes d'irrigation et de drainage, l'utilisation des eaux saumâtres et usées, le contrôle technique et administratif de la distribution des eaux 6/.

11. Les chutes de pluie provoquées artificiellement, la lutte contre l'évaporation dans les réservoirs et la bonification des terres salines et saturées d'eau font également l'objet d'études. Les recherches en vue d'une utilisation et d'une réutilisation rationnelles de l'eau ont progressé grâce à l'étude scientifique des sols et de l'eau par des moyens perfectionnés (isotopes et photographie aérienne).

12. Les engins à haute altitude et les satellites peuvent servir à évaluer les récoltes, à étudier l'implantation des diverses cultures, à déceler les signes d'attaques par des insectes et des maladies, à établir des cartes pédologiques et à classer les sols, à mesurer l'humidité du sol et à recenser les ressources forestières, halieutiques et hydrauliques. Le chapitre du rapport préliminaire du Secrétaire général concernant le "Respect de l'intégrité et de la souveraineté des nations face au progrès des techniques d'enregistrement et autres" (E/CN.4/1028/Add.5, par. 58 à 61) indique que l'on envisage d'utiliser les satellites d'observation pour la télédétection des ressources terrestres 7/.

13. Un rapport sur les incidences de la révolution verte (E/5012, deuxième partie) a été établi sous les auspices du Comité administratif de coordination (CAC), puis approuvé par lui, en vue de la mise au point de structures permettant d'harmoniser et de concentrer les efforts interorganisations dans ce domaine, afin de les rendre plus efficaces. On y expose les principaux éléments que comporte la révolution verte, dont certaines de ses incidences économiques et sociales, en indiquant les activités et les programmes entrepris par les organismes du système des Nations Unies 8/. Dans le rapport du Comité spécial de la FAO pour la réforme

---

6/ Résolution VII, Conférence mondiale de l'alimentation, Rome, 5-16 novembre 1974 (document E/5587).

7/ Depuis, un Groupe de travail de la télédétection terrestre par satellites a été créé par le Sous-Comité scientifique et technique du Comité des utilisations pacifiques de l'espace-extra-atmosphérique (voir Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-sixième session, Supplément No 20 (A/8420), par. 10 à 12).

8/ E/5012, deuxième partie.

agrire, la révolution verte est traitée dans le contexte de la réforme agrire 9/.

14. L'application de la science à l'élevage a permis de stimuler artificiellement la croissance des animaux et de produire du bétail plus vigoureux. Dans le numéro de 1970 de La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture mentionné ci-dessus, on indique que "dans le domaine de la sélection animale, on fait de plus en plus appel à l'insémination artificielle, combinée à des techniques perfectionnées permettant de conserver le sperme pendant une longue période. De grands progrès ont été réalisés en ce qui concerne la production d'aliments équilibrés pour les animaux, y compris l'utilisation de suppléments protéiques tels que l'urée et les acides aminés synthétiques" 10/. La science vétérinaire a fait de tels progrès qu'il est maintenant techniquement possible de combattre la plupart des maladies animales les plus importantes grâce à des techniques préventives et à l'utilisation des nouveaux vaccins combinés ou polyvalents. En même temps, on est parvenu à produire de meilleurs vaccins en quantités massives et à moindre prix grâce à l'utilisation de cultures tissulaires et de bouillons de culture; la rapidité des moyens de communication et de transport permet de distribuer ces vaccins sans perte de temps.

15. Des techniques de type industriel ont été mises au point dans de nombreux secteurs de la production agricole. Les opérations d'élevage des poulets de chair et de production des oeufs peuvent maintenant se faire "à la chaîne". Pour de nombreux animaux, l'alimentation et les soins sont presque complètement mécanisés, ce qui fait baisser le prix de nombreux produits agricoles dans certaines régions du monde. De plus, les machines agricoles sont maintenant perfectionnées et spécialisées (voir les progrès du matériel utilisé dans l'horticulture et pour la récolte des fruits). Il s'ensuit que l'équipement remplace la main-d'oeuvre et qu'un homme peut aujourd'hui faire le travail de plusieurs; en outre, il devient possible, et même nécessaire, de prévoir de plus grandes unités de production, ce qui s'accompagne d'une plus grande spécialisation de la production. Dans l'agriculture, cette évolution peut se traduire notamment par une intégration verticale plus poussée et/ou des expansions horizontales, qui exigent de plus grandes superficies de terres 11/.

---

9/ Rapport communiqué par la FAO le 10 février 1972.

10/ Op. cit., p. 156.

11/ Renseignements fournis par la FAO; voir aussi Agriculture et industrialisation, Campagne mondiale contre la faim, Etude de base No 17 (Rome, FAO, 1967).

16. On utilise maintenant du matériel sonique et électrique perfectionné pour repérer, attirer et pêcher des bancs entiers de poissons. De grands chalutiers-usines sont équipés pour congeler et traiter de grandes quantités de poissons sans avoir à rentrer au port 12/. On connaît également beaucoup mieux les habitudes des poissons et les méthodes permettant d'en accroître la reproduction 13/.

17. Les ordinateurs et les machines de bureau modernes rendent de grands services à tous les stades du commerce pour la production, la distribution et la vente au détail des produits alimentaires, ainsi que pour les échanges de renseignements concernant l'agriculture 14/. Les ordinateurs peuvent également être très utiles pour le stockage et le traitement des données sur le prix et les disponibilités des produits alimentaires dans le monde entier et permettent ainsi de respecter les dispositions du paragraphe 2 b) de l'article 11 du Pacte mentionnées au paragraphe 6 ci-dessus.

18. Les progrès de la nutrition permettent d'évaluer plus exactement la nature et l'ampleur de la malnutrition, les besoins alimentaires de l'homme, d'identifier les aliments les plus nourrissants et de trouver des solutions de rechange 15/. Le problème général dans plus de la moitié des pays en développement, c'est l'insuffisance d'aliments, et non de protéines 16/. Ceux qui souffrent de carences en protéines n'ont généralement pas non plus une alimentation suffisante. Tout programme destiné à améliorer la situation alimentaire des groupes de populations à faible revenu devra donc être axé principalement sur les aliments essentiels dont la consommation est généralisée, tels que les céréales et les légumineuses, et une grande partie des carences protéiques sera comblée grâce aux protéines contenues dans ces aliments.

19. La sélection peut améliorer la qualité tout en augmentant la quantité, et elle offre d'excellentes perspectives pour l'amélioration de la nutrition. En agriculture, un progrès important pour la nutrition a été fait grâce à la découverte et, ultérieurement, à la culture d'une variété de blé ayant une valeur protéique triple de celle du blé courant. Les qualités protéiques des variétés de maïs Opaque-2 et Floury-2 se sont beaucoup améliorées. L'IR-480-59 est une variété de riz très riche en protéines et à rendement élevé. La sélection des légumineuses se pratique aussi en vue d'en améliorer la teneur en éléments nutritifs. Le succès obtenu par les spécialistes de la génétique végétale dans la production de variétés de céréales et de légumineuses ainsi améliorées aura un effet prodigieux sur le "complexe" production-revenu-alimentation et l'apport en protéines et en calories pourra être amélioré à peu de frais 17/. On peut renforcer les produits naturels de faible

---

12/ P.F. Meyer-Warden, La pêche à l'électricité, FAO, Etudes sur la pêche No 7 (Rome, FAO, 1956), Modern Fishing Gear of the World, d'après les documents et débats du deuxième Congrès mondial de la FAO sur les engins de pêche, Londres, 1963 (London, Fishing News Books, Ltd., 1964).

13/ E.D. Le Gren, La science appliquée aux pêches intérieures, FAO : Etudes sur la pêche, No 8 (Rome, 1958).

14/ I. de Sola Pool, Philip J. Stone et Alexander Szalai, Communications, Computers and Automation for Development, UNITAR Research Reports No 6 (New York, UNITAR, 1971), p. 43 à 45.

15/ Voir, par exemple, Helen Charley, Food science (New York, Ronald Press, 1971).

16/ Evaluation de la situation alimentaire mondiale - le présent et l'avenir. Document établi au titre du point 8 de l'ordre du jour provisoire de la Conférence alimentaire mondiale, Rome.

17/ Renseignements fournis par la FAO.

valeur nutritive ou les aliments préparés qui ont perdu des vitamines pendant la cuisson ou en entrepôt en les enrichissant avec des ingrédients complémentaires 18/. Les nouvelles techniques de transformation des aliments, particulièrement le séchage et la congélation, ainsi que l'utilisation d'additifs alimentaires, ont permis de conserver et de distribuer plus largement des denrées autrefois périssables, en ramenant au minimum la perte de valeur nutritive. Une meilleure connaissance des problèmes liés à l'innocuité des aliments et des mesures de contrôle plus efficaces assurent au consommateur une plus grande protection, non seulement contre les dangers qui menacent sa santé, mais aussi contre la fraude commerciale, et le placent dans les meilleures conditions pour se procurer et utiliser les aliments qui répondent à ses besoins essentiels 19/.

### 3. Problèmes affectant les droits de l'homme

20. Les grandes possibilités qu'offrent la science et la technique pour l'accroissement des ressources alimentaires mondiales et, ainsi, pour l'exercice du droit à un niveau de vie satisfaisant ont été amplement démontrées. Toutefois, il faut adapter les nouvelles techniques en se fondant sur les connaissances sociales, physiques, scientifiques et techniques disponibles, ainsi que sur les recherches appropriées, afin de pouvoir mieux tirer de leur application le maximum d'effets souhaitables sur le développement, tout en empêchant qu'elles puissent faire baisser sérieusement les niveaux de vie propres à assurer la santé et le bien-être qu'elles sont censées promouvoir. D'autre part, les ressources alimentaires risquent de se trouver menacées du fait des progrès de la science et de la technique dans des domaines n'ayant aucun rapport avec la production alimentaire. Il a déjà été question dans le rapport préliminaire du Secrétaire général, sous la rubrique "Détérioration du milieu humain", des débats qui ont eu lieu à la vingt-troisième session de l'Assemblée générale et au cours desquels l'attention de l'Assemblée a été attirée sur les menaces que l'utilisation inconsidérée de ces techniques fait peser sur les réserves alimentaires mondiales 20/. Il s'agit notamment de l'érosion et d'autres formes de détérioration des sols résultant d'une exploitation excessive des sols due à la mauvaise utilisation des machines ou des engrais; de la pollution des eaux, non seulement par les égouts mais aussi par les déchets industriels, les engrais et insecticides entraînés par les eaux et la pollution thermique; d'autres effets secondaires néfastes des insecticides et d'autres biocides, des engrais chimiques et des détergents synthétiques; ainsi que de la pollution du littoral par le pétrole provenant des forages effectués au large des côtes par l'utilisation de pétroliers à plus grande capacité qui peuvent causer d'importants dommages en cas d'accident 21/.

---

18/ A.A. Pokrovsky, "Aspects qualitatifs et quantitatifs de la nutrition" - Impact : science et société (Paris, UNESCO), vol. XX, No 3 (juillet-septembre 1970), p. 243.

19/ Renseignements fournis par la FAO.

20/ Voir E/CN.4/1028/Add.3, par. 330 et A/PV.1732-1733. Le débat qui a eu lieu à l'Assemblée générale, au titre du point de l'ordre du jour intitulé "Problèmes du milieu humain", a conduit à l'adoption de la résolution 2398 (XXIII) du 3 décembre 1968 par laquelle l'Assemblée a décidé de réunir en 1972 une Conférence des Nations Unies sur le milieu humain (Conférence sur l'environnement).

21/ Voir, par exemple, O. Schachter et D. Serwer, Rapport sur la pollution des mers, Frêlons-nous la catastrophe ? (Publication des Nations Unies OPI/444-06208).

21. Les organismes compétents des Nations Unies s'intéressent de très près à ces problèmes et à d'autres problèmes de même genre. Le Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement se préoccupe lui aussi de ces questions.

22. Dans son Plan indicatif mondial provisoire pour le développement de l'agriculture, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture formule les observations suivantes :

"Plusieurs pays développés, utilisant de longue date les produits organochlorés (DDT, Aldrine, etc.), ont récemment interdit leur usage; ils ne sont pas d'une toxicité aiguë pour l'homme, mais ils sont mortels pour les poissons (par exemple, l'empoisonnement massif récent des poissons dans le Rhin par l'un de ces composés à cause d'un accident industriel) et ont montré qu'ils donnaient lieu à des phénomènes de concentration chez les mammifères et les oiseaux, surtout quand il y a 'cycle alimentaire'. De plus, ces produits se décomposent assez lentement dans la terre. D'autres composés qu'on peut employer à leur place, tout en étant assez rapidement neutralisés après l'application, sont extrêmement toxiques pour les humains si l'on ne prend pas des mesures suffisantes pendant l'application; il y a certain nombre de cas d'empoisonnement (par exemple par le parathion)." 22/

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture a créé un Comité sur l'emploi des pesticides dans l'agriculture qui a collaboré avec le Comité OMS d'experts des résidus de pesticides à la publication de plusieurs rapports sur les dangers que présentent les pesticides 23/.

23. Dans le rapport spécial qu'il a établi sur les incidences de la révolution verte et dont il a déjà été question, le Comité administratif de coordination fait observer ce qui suit :

"Les eaux d'écoulement des régions ayant reçu des doses massives d'engrais ou d'insecticides peuvent polluer les eaux de surface et les eaux souterraines, avoir des effets regrettables sur l'environnement terrestre, les animaux et végétaux vivant dans les fleuves, les rivières, les étangs et les lacs par empoisonnement et eutrophication. On peut citer à ce propos le cas du bassin inférieur du Gange où à certains endroits, les concentrations 'locales' de minéraux et de parasitocides dans les eaux de ruissellement risquent de poser des problèmes sérieux dans un proche avenir." 24/

---

22/ Vol. I (Rome, FAO, 1970), par. 145.

23/ Voir Evaluation de la toxicité des résidus de pesticides dans les produits alimentaires, rapport de la réunion conjointe du Comité FAO sur l'emploi des pesticides dans l'agriculture et du Comité OMS d'experts des résidus de pesticides, 1964; voir également Résidus de pesticides dans les produits alimentaires, rapport de la réunion conjointe FAO/OMS de 1968 (Genève, OMS, 1969).

24/ E/5012, deuxième partie, par. 75.

24. Par ailleurs, dans le même rapport, le CAC exprime l'opinion que le risque de pollution dû aux engrais et aux pesticides peut être considéré comme un risque à long terme "qui ne devrait pas provoquer de réactions excessives à court terme comme l'interdiction pure et simple de l'emploi du DDT qui ne peut que faire reculer les efforts de développement sans toucher le coeur même du problème général de la pollution" 25/.

25. Il convient peut-être de rappeler à ce propos qu'en 1969, l'Assemblée mondiale de la santé a reconnu que "l'emploi prolongé et massif de pesticides rémanents", notamment ceux qui appartiennent au groupe des hydrocarbures chlorés, en agriculture et en santé publique, risque de produire une accumulation de certaines de ces substances dans le milieu ambiant, ainsi que dans les tissus humains et animaux et de conduire à l'apparition d'une résistance chez les vecteurs; on a noté qu'il n'existait actuellement aucune méthode de lutte antivectorielle capable de remplacer l'emploi des pesticides rémanents pour lutter contre les maladies transmises par des vecteurs. L'Assemblée a recommandé que l'OMS encourage et intensifie les recherches en vue de la mise au point de nouvelles méthodes de lutte antivectorielle 26/. En 1970, le Directeur général de l'OMS a en conséquence soumis à la vingt-troisième Assemblée mondiale de la santé un rapport sur des méthodes de substitution pour la lutte antivectorielle dans lequel de nouvelles recherches sur les méthodes biologiques et génétiques et autres à utiliser pour lutter contre les vecteurs, ont été proposées à la place des méthodes chimiques de lutte antivectorielle. L'Assemblée mondiale de la santé a autorisé ces recherches 27/.

26. Des mises en garde ont été proférées : l'abus généralisé des engrais azotés artificiels entraîne parfois de sérieux dangers pour la santé, notamment chez les nourrissons qui sont extrêmement vulnérables à l'intoxication par les dérivés de l'azote. Certains chercheurs pensent aussi qu'il y a peut-être une relation de cause à effet entre l'utilisation des engrais azotés dont il reste d'importants résidus dans les légumes verts (en particulier les épinards, le céleri et la laitue) et l'apparition du cancer chez l'animal et chez l'homme 28/.

27. Un autre problème doit retenir l'attention : la possibilité d'une contamination radioactive des aliments. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'Organisation mondiale de la santé et l'Agence internationale de

---

25/ Ibid., par. 74.

26/ Documents officiels de l'Organisation mondiale de la santé, No 176, Vingt-deuxième Assemblée mondiale de la santé, partie I, résolution WHA 22.40.

27/ Ibid., No 184, Vingt-troisième Assemblée mondiale de la santé, partie I, annexe 9 et résolution WHA 23.33.

28/ Voir, par exemple, la déclaration faite par le Dr Barry Commoner et citée dans le Washington Post du 27 décembre 1968; William Lijinsky et Samuel Epstein, "Nitrosamines as Environmental Carcinogens", Nature (Londres), vol. 225, 3 janvier 1970, p. 21. André Voison, "Sol, herbe, cancer; la santé de l'animal et de l'homme dépendent de l'équilibre du sol" (Paris, maison rustique, 1959).

L'énergie atomique se sont préoccupées de cette possibilité. Au cours d'un séminaire sur les aspects de la contamination radioactive normale et accidentelle dans le cadre de l'agriculture et de la santé publique qui s'est tenu en 1961, à Scheveningen (Pays-Bas), un groupe de travail a examiné les problèmes posés par l'établissement de niveaux admissibles de radioactivité pour les denrées alimentaires, compte tenu de l'accroissement constant des niveaux de rayonnement dans le monde et des craintes que font naître leurs effets à long terme 29/. L'irradiation intentionnelle des produits alimentaires à des fins de conservation présente elle aussi des dangers qui lui sont inhérents et qui doivent être soigneusement contrôlés puisque, par exemple, des doses excessives d'irradiation pourraient faire naître des substances stables possédant des effets mutagènes 30/. Dans son rapport préliminaire, le Secrétaire général a abordé le problème de la contamination radioactive sous la rubrique "Les dangers dus aux rayonnements ionisants" (voir E/CN.4/1028/Add.3, par. 338).

28. Les stimulants artificiels de la croissance utilisés pour le bétail et les cultures vivrières peuvent avoir des effets nocifs pour les êtres humains qui consomment ces aliments si, une fois ingérées, ces substances chimiques s'avèrent stables 31/. L'addition d'hormones aux aliments des animaux a, en fait, été interdite dans plusieurs pays 32/. L'emploi d'antibiotiques très puissants dans les aliments des animaux pour les préserver de diverses maladies a lui aussi été très critiqué. Le danger réside dans l'apparition de bactéries résistantes après une

---

29/ Aspects de la contamination radioactive normale et accidentelle dans le cadre de l'agriculture et de la santé publique, communications présentées au séminaire FAO/OMS/AIEA, Scheveningen (Pays-Bas), 11-15 décembre 1961, collection FAO : énergie atomique, No 5 (Rome, FAO, 1964), p. 162-207; voir également Aspects de la contamination radioactive du milieu dans le cadre de l'agriculture et de la santé publique, compte rendu des travaux du séminaire FAO/OMS/AIEA, Vienne, 24-28 mars 1969 (Vienne, AIEA, 1969 (STI/PUB/226)).

30/ Les bases techniques de la réglementation des aliments irradiés, rapport d'un comité mixte FAO/OMS/AIEA d'experts, Rome, 21-28 avril 1964, collection FAO : énergie atomique, No 6, OMS, Série de rapports techniques, No 316 (Rome, FAO, 1965), Problèmes de microbiologie dans la conservation des produits alimentaires par irradiation, comptes rendus de la réunion d'un groupe d'étude, Vienne, 1966 (Vienne, AIEA, 1967 (STI/PUB/168)); Irradiation des denrées alimentaires, comptes rendus des travaux du colloque FAO/AIEA, Karlsruhe (République fédérale d'Allemagne), 1966 (Vienne, AIEA, 1966 (STI/PUB/127)); Salubrité des aliments irradiés, plus particulièrement le blé, les pommes de terre et les oignons, OMS, Série de rapports techniques, No 451 (Paris, OMS, 1970).

31/ Pokrovsky, op. cit., p. 232 et 233.

32/ Voir Aliments des animaux : réglementation de la fabrication et du commerce dans les pays européens (Rome, FAO, 1963).

utilisation prolongée de ces antibiotiques 33/. Ainsi que l'a indiqué Charles C. Edwards, le Commissioner of Food and Drugs des Etats-Unis, "dans la plupart des cas, cette résistance qui peut être transférée, présente un danger potentiel pour la santé de l'homme" car elle crée une population bactérienne qui ne peut être éliminée par des thérapeutiques normales 34/. La Food and Drug Administration des Etats-Unis a chargé un groupe spécial d'étudier l'emploi des antibiotiques dans les aliments des animaux 35/. La New York Academy of Sciences a elle aussi décidé d'étudier les dangers que présente le transfert de l'animal à l'homme de bactéries résistant aux médicaments 36/.

29. Les dangers potentiels des additifs alimentaires ont souvent été soulignés. On a notamment découvert les effets nocifs de l'utilisation prolongée d'un produit chimique de substitution, le cyclamate, un agent sucrant artificiel, qui a été retiré de la vente lorsqu'on a appris qu'il pouvait par exemple contrecarrer l'action des anticoagulants chez l'homme, modifier la façon dont le corps absorbe certains médicaments, affecter les fonctions de reproduction et être cancérigène 37/. L'utilisation commerciale de préservatifs chimiques comme l'acide borique et l'urotropine et certains colorants a aussi été limitée en raison de leur toxicité et de leur cancérogénéité éventuelle 38/. Certains des problèmes que posent les additifs alimentaires ont été évoqués dans le rapport préliminaire du Secrétaire général, sous la rubrique "Expériences sur des sujets humains" (voir E/CN.4/1028/Add.2, par. 262). Une Conférence mixte FAO/OMS des additifs alimentaires a eu lieu en 1955. Comme suite aux recommandations de cette conférence et de deux autres qui se sont tenues ultérieurement, en 1963 et en 1975, un comité mixte FAO/OMS d'experts des additifs alimentaires s'est réuni presque chaque année pour examiner les problèmes techniques et toxicologiques relatifs à l'emploi des additifs alimentaires.

---

33/ "Concern at use of anti-biotic drugs for livestock", New York Times, 26 février 1971; "Resistant Bacteria Pose a New Danger", ibid., 18 octobre 1970, sect. IV; voir aussi Normes d'identité et de pureté et évaluation toxicologique des additifs alimentaires : divers antibiotiques. Douzième rapport du Comité mixte FAO/OMS d'experts des additifs alimentaires. Réunions de la FAO sur la nutrition, No 45; Série de rapports techniques No 430, 1969.

34/ Discours prononcé à la réunion annuelle de l'Animal Health Institute de Boca Raton (Floride) en avril 1970, et ayant fait l'objet d'un article dans Chemical and Engineering News (Washington, D.C.), 4 mai 1970, p. 13.

35/ Département de la santé, de l'éducation et des questions sociales des Etats-Unis, H.E.W. News, 70-19, 25 mai 1970.

36/ New York Times, 15 octobre 1970.

37/ James Turner, The Chemical Feast (New York, Grossman, 1970), p. 14-16, 18.

38/ Pokrovsky, op. cit., p. 233.

A ce jour, le Comité d'experts a fait l'analyse d'environ 400 produits chimiques utilisés dans l'alimentation et appartenant à des catégories telles que les suivantes: préservatifs, antioxydants, émulsifiants et stabilisants, anti-agglutinants, solvants, aromatisants, édulcorants non nutritifs, préparations à base d'enzymes, auxiliaires de préparation, etc. En se fondant sur les recommandations du Comité mixte d'experts, la Commission mixte FAO/OMS du Codex Alimentarius a adopté des "Principes généraux pour l'utilisation des additifs alimentaires" (Rapport de la Commission du Codex Alimentarius sur sa neuvième session, novembre 1972). Dans un nombre de pays, la législation n'exige pas que les ingrédients de base soient indiqués sur les boîtes d'emballage des produits alimentaires. La Commission du Codex Alimentarius a recommandé l'application d'une norme générale internationale pour l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées (Rev. CAC/RS/-1969); cette norme exige que certains renseignements figurent sur la liste des ingrédients, et notamment les additifs alimentaires (nom spécifique ou catégorie). Il n'en demeure pas moins que le nom des produits chimiques peut n'avoir aucune signification pour le consommateur moyen, lequel n'est pas non plus à même de déterminer les effets que la succession de nouveaux ingrédients chimiques peut avoir à long terme. On ne saurait surestimer le rôle de l'éducation du consommateur, mais ce sont les autorités du pays intéressé qui doivent rester les principaux responsables de la sécurité liée à l'emploi d'additifs alimentaires. Cette responsabilité implique, non seulement l'évaluation scientifique des produits chimiques destinés à l'alimentation, mais aussi l'élaboration de règlements appropriés pour l'utilisation de ces produits et l'application de ces règlements dans le cadre de systèmes de contrôle des aliments plus efficaces 39/.

30. Un problème du même genre tient à certaines techniques industrielles utilisées pour le traitement des denrées alimentaires et qui peuvent entraîner la formation de sous-produits toxiques et même cancérogènes, par exemple lorsque le produit est soumis à un traitement calorifique prolongé ou répété 40/.

31. D'autre part, la chimie moderne permet de déguiser efficacement des aliments de qualité et de valeur nutritive inférieures grâce à des colorants, des préservatifs, des condiments et d'autres auxiliaires techniques.

32. D'autres mises en garde encore ont été proférées : les maladies alimentaires risquent de devenir plus fréquentes dans les sociétés techniquement avancées et ces maladies risquent de se propager plus qu'elles ne l'ont fait jusqu'ici 41/. Dans tous les pays, les populations s'éloignent peu à peu des exploitations

---

39/ Renseignements fournis par la FAO.

40/ Pokrovsky, op. cit., p. 233.

41/ Conférence technique européenne sur les infections et les intoxications alimentaires, Genève, 16-21 février 1959; OMS : Série de rapports techniques, No 184 (Genève, OMS, 1959); voir aussi Dr H.P.R. Seeliger, "Food-borne infections and intoxications in Europe", Bulletin de l'Organisation mondiale de la santé, vol. 22, No 5 (1960), p. 469-484.

agricoles et deviennent donc de plus en plus tributaires d'une longue chaîne de fabricants, d'emballeurs, de transporteurs, de distributeurs et de détaillants, d'où parfois un risque accru de contamination et de détérioration des produits alimentaires, notamment à la suite d'accidents divers; par exemple d'une contamination bactérienne non décelée due à des défaillances de la réfrigération ou de la mise en conserve. M. Kenneth Hennington a dit ce qui suit au sujet d'un certain nombre de cas spécifiques d'intoxication alimentaire :

"Du fait de notre mode de vie et du progrès technique, nous sommes probablement plus sujets aujourd'hui à des infections alimentaires. Les aliments de commodité, les aliments prêts à être consommés et les repas congelés qui ont tout juste besoin d'être chauffés avant d'être servis, peuvent provoquer des infections massives. Notre appareil de production et de distribution est tel qu'aujourd'hui la production d'une usine peut être distribuée dans tout un pays ou même dans le monde entier. Ainsi, un employé infecté ou la défaillance ou la détérioration d'un des éléments de l'hygiène de l'usine peut infecter non pas un nombre limité de personnes des alentours mais des milliers de consommateurs. La concentration des populations, qu'il s'agisse des hommes ou des animaux qu'ils utilisent pour leur alimentation, avec les problèmes qu'elle entraîne pour ce qui est de l'élimination des déchets et de la pollution, favorise elle aussi la propagation des infections... La lutte efficace contre les infections alimentaires, qu'elles soient de nature bactérienne ou virale, demande un relèvement et une application beaucoup plus stricte des normes d'hygiène par l'industrie et un contrôle beaucoup plus serré par les services sanitaires." 42/

33. Les progrès techniques et autres, tels que ceux qui sont visés au paragraphe 15, se sont traduits, en particulier quand les facteurs sociaux et économiques pertinents n'étaient pas pris en considération, par une spécialisation accrue de la production et l'apparition de grandes unités de production modernes et commerciales à forte intensité de capital et n'exigeant pas beaucoup de main-d'oeuvre.

34. Dans bien des cas, il en résulte une utilisation excessive des terres et une plus grande vulnérabilité des cultures aux maladies et à d'autres fléaux, et donc un recours accru aux engrais et aux pesticides. Cette évolution risque à son tour d'affecter en fin de compte l'équilibre écologique et les ressources alimentaires des générations à venir. En outre, l'utilisation inconsidérée des engins et techniques de pêche moderne dont il a été question au paragraphe 16 ci-dessus risque de se traduire par des prises qui dépassent de loin la capacité de reproduction des poissons 43/.

---

42/ Discours prononcé à la 54ème réunion annuelle de l'International Association of Milk, Food and Environmental Sanitarians, Miami Beach, Floride, Etats-Unis d'Amérique, 15 août 1967.

43/ The Effect of Fishing on Resources and the Selectivity of Fishing Gear, travaux de la réunion scientifique mixte du Conseil international pour l'exploration de la mer, de la Commission internationale des pêches internationales de l'Atlantique du Nord-Ouest et de la FAO sur l'effort de pêche, Lisbonne, 1957, vol. 1; R. van Cleve, "Le fondement économique et scientifique du principe d'abstention" (A/CONF.13/3).

Avec l'agrandissement des exploitations (unités de production) et la mécanisation qui produit des déplacements de main-d'oeuvre, en particulier quand aucune disposition satisfaisante et sûre ne permet d'offrir d'autres possibilités d'emploi, la répartition des revenus devient de plus en plus inégale, le résultat étant qu'une part croissante de la population n'a pas les moyens de se procurer les aliments, les vêtements et autres biens nécessaires pour s'assurer un niveau de vie acceptable. Souvent, cette inégalité a les conséquences les plus graves chez les travailleurs agricoles non propriétaires, dont le nombre augmente, et chez les petits exploitants qui sont de plus en plus défavorisés 44/.

35. Le Secrétaire général de la Ligue des Etats arabes, M. Abdel Khalek Hassouna, s'est exprimé en ces termes à ce sujet :

"Grâce aux progrès de la biologie et de la chimie, l'homme est en mesure de détruire une partie des plantes nuisibles au moyen de composés chimiques. Il a également la possibilité d'éliminer les parasites et les insectes qui s'attaquent aux récoltes. Mais ces progrès risquent de ne pas être utilisés à bon escient et d'entraîner la destruction des ressources alimentaires et des cultures utiles dont l'homme a besoin pour vivre. La Déclaration universelle ou les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme ne contiennent pas de dispositions précises pour prévenir une telle éventualité. Certaines des substances utilisées risquent de rendre la terre infertile ou de mettre la vie de l'homme en péril s'il consomme certaines des plantes qu'elles ont servi à traiter. Elles peuvent également provoquer des malformations. La question est donc liée au droit de l'homme de vivre et de se nourrir; d'où la nécessité d'interdire l'usage abusif de ces produits chimiques et de prendre les précautions nécessaires pour que leur emploi ne porte aucun préjudice à l'homme.

...

Les progrès accomplis en biologie et en chimie risquent eux aussi d'être utilisés pour la destruction des ressources animales et aquatiques, mettant ainsi en danger la vie de l'homme qui consomme la viande ou le poisson. L'homme risque aussi de souffrir de carences alimentaires par suite de la destruction de ces ressources. Il serait donc bon d'inclure une disposition à cet égard dans la Déclaration universelle ou les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme." 45/

36. Ainsi qu'il a été indiqué au paragraphe 15 ci-dessus, dans de nombreux pays la production alimentaire fait maintenant appel à des techniques industrielles 46/.

---

44/ Renseignements fournis par la FAO.

45/ Communication en date du 11 avril 1970.

46/ "Les industries alimentaires", Industrialisation des pays en voie de développement : problèmes et perspectives, Monographies de l'ONUDI sur le développement industriel, No 9 (ID/40/9); J. Volper, The Soviet Food Industry (Moscou, Foreign Language Publishers, 1958).

Le processus même de la mécanisation qui a permis d'améliorer la production et d'accroître considérablement l'approvisionnement alimentaire a néanmoins créé des problèmes de main-d'oeuvre et des problèmes sociaux 47/ qui à leur tour risquent de freiner les efforts tendant à accroître l'offre de produits alimentaires par l'application de techniques modernes. Ces problèmes sont évoqués dans le rapport du CAC susmentionné où l'on trouve aussi une liste des études concernant ces problèmes qui sont en cours dans un certain nombre de pays 48/. Dans ce rapport, le CAC formule l'observation suivante :

"La 'révolution verte' a aussi mis en lumière le fait que la recherche technique seule ne suffit pas : la réussite dépend dans une large mesure des facteurs humains et il faut déployer un effort parallèle d'étude économique et sociale et établir un lien étroit entre la recherche technique et la recherche socio-économique. Il apparaîtra, dans les sections ultérieures du présent document, que certains problèmes de la 'deuxième génération' auraient pu être évités, et les progrès techniques accélérés, si cette recherche avait été entreprise comme il convenait." 49/

Il semble donc évident que le simple transfert international de techniques ne conduit pas nécessairement en soi à la mise au point des meilleures techniques pour les pays en développement. Les techniques adoptées font partie de l'ensemble complexe des facteurs et des politiques qui agissent sur cette situation et peuvent l'améliorer. Les techniques incorporées dans les machines, les instruments, les outils, les animaux, les semences et les engrais, etc., ne sont pas dissociables de la situation d'ensemble, mais les gouvernements et les autres organismes peuvent influencer sur ces techniques par l'investissement dans la plupart des domaines de recherche et développement scientifique et technique, y compris celui des sciences sociales. Par conséquent, il faut s'attacher, dans le secteur rural, à développer les techniques existantes ou à en mettre au point de nouvelles qui, dans le cadre de politiques économiques et sociales appropriées, seront économiquement rentables et augmenteront les possibilités d'emploi rémunéré, ce qui est essentiel pour assurer une quantité suffisante d'aliments et d'autres biens indispensables 50/.

---

47/ Conséquences sociales de l'évolution technique dans les principales branches des industries alimentaires et des boissons, Réunion technique tripartite de l'OIT pour les industries des produits alimentaires et des boissons, 1963, Rapport II.

48/ Voir le document E/5012, deuxième partie, en particulier les paragraphes 53 à 73. Le Gouvernement de la République socialiste soviétique de Biélorussie a fait savoir que des recherches étaient entreprises dans cette république sur les conséquences sociales des progrès scientifiques et techniques dans l'agriculture (communication datée du 26 mars 1970).

49/ Voir E/5012, deuxième partie, par. 22.

50/ Renseignements fournis par la FAO.

37. A sa cinquante et unième session, le Conseil économique et social, prenant note avec satisfaction du rapport du CAC, a recommandé que l'on s'attache étroitement aux effets de la nouvelle technique sur le développement socio-économique, y compris les aspects relatifs à l'environnement, en tenant compte des conclusions de l'étude sur les incidences sociales de la nouvelle technique agricole faite par l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social 51/. Le Conseil a décidé qu'un examen et une évaluation des progrès réalisés dans l'application de la nouvelle technique seront effectués au milieu de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement 52/.

38. Les difficultés que pose l'approvisionnement alimentaire du monde se trouvent aggravées par l'énorme accroissement de la population, lui-même dû en grande partie aux progrès réalisés dans le domaine sanitaire. Cette question a été évoquée brièvement dans le rapport préliminaire du Secrétaire général sur les droits de l'homme et les progrès de la science et de la technique, sous la rubrique "L'explosion démographique" (voir E/CN.4/1028/Add.3, par. 333). D'après le Plan mondial provisoire de la FAO, "le facteur démographique à lui seul nécessiterait ... un accroissement des deux tiers des approvisionnements alimentaires sur une période de vingt ans ... simplement pour maintenir le niveau et les structures de consommation existant aujourd'hui" 53/, qui sont généralement considérés comme satisfaisants. Par ailleurs, il ressort de l'étude de la FAO que l'approvisionnement alimentaire total devrait augmenter de 140 % d'ici 1985 à cause de l'urbanisation et de l'accroissement de la demande sur les marchés intérieurs, laquelle résulte de l'expansion économique stimulée par le progrès technique. Selon le Plan mondial pour l'application de la science et de la technique au développement, la production alimentaire des pays en voie de développement n'augmente actuellement qu'à un taux de 2,7 % par an et, si cette tendance devait persister, "il en résulterait en 1985 un écart énorme entre l'offre et la demande" et dans l'éventualité d'une production déficitaire, "on irait au devant de dangers d'une portée incalculable pour la santé physique et mentale des générations futures" 54/.

39. Pour identifier et résoudre les problèmes qui, comme ceux dont il a été question plus haut, affectent le droit de l'homme à l'alimentation, il faut notamment prendre des mesures en vue de réunir les renseignements voulus, d'une part, sur les effets négatifs, le cas échéant, des nouveaux additifs alimentaires et autres substances, y compris les procédés de fabrication et, d'autre part, sur leur nécessité et leurs avantages, du point de vue technique. L'évaluation de ces renseignements permettra de réglementer ou de planifier, au besoin, leur production, leur vente et leur utilisation; elle permettra aussi d'apprendre, le cas échéant, aux utilisateurs

---

51/ Voir la résolution 1495 (XLVIII) relative à la réforme agraire que le Conseil économique et social a adoptée le 26 mai 1970. Voir également le document E/5012, deuxième partie, par. 70.

52/ Résolution 1645 (LI) relative à la révolution verte, que le Conseil économique et social a adoptée le 30 juillet 1971.

53/ Plan indicatif mondial provisoire pour le développement de l'agriculture, vol. I (Rome, 1970), chap. 1, par. 14 et 21.

54/ Voir publication des Nations Unies, numéro de vente : 71.II.A.18.

éventuels à bien les utiliser. Pour prendre ces mesures, les autorités nationales peuvent recourir à leurs propres ressources et aux avis d'experts nationaux ou s'appuyer sur les résultats des évaluations et les recommandations faites par les institutions spécialisées des Nations Unies, comme la FAO et l'OMS. En tout cas, les législations nationales relatives à l'alimentation doivent préciser la nature et la composition de l'organe ou des organes appelé(s) à se prononcer notamment sur l'utilisation des substances, et sur l'instrument à adopter. A cette fin, il faudra peut-être élaborer les règles de protection allant au-delà des normes générales usuelles concernant la pureté des aliments, les substances toxiques, etc., qui étaient en vigueur avant la mise au point de nouvelles substances synthétiques; il s'agira de savoir aussi si des indemnités devront être versées en compensation des effets nocifs des nouvelles substances et, dans l'affirmative, à qui et dans quel cas; enfin, il faudra déterminer si les infractions à ces dispositions protectrices doivent faire l'objet de sanctions civiles ou pénales. On a déjà fait observer aux paragraphes 20, 23 et 36 que les techniques de production alimentaire peuvent être lourdes de conséquences pour l'organisation de l'agriculture, la main-d'oeuvre agricole et la possibilité d'assurer une alimentation et une nutrition suffisantes. Il faut donc aussi créer des organismes qui seront chargés d'évaluer rapidement et de surveiller en permanence ou à intervalles réguliers les besoins économiques et sociaux et les conséquences des techniques appliquées ou confier cette tâche aux institutions de recherche économique et sociale qui existent 55/.

#### 4. Législation et autres normes et directives

40. Les renseignements fournis par les gouvernements en vertu de la résolution 10 (XXVII) de la Commission ne contiennent pas de données particulières relatives à la législation et aux autres mesures réglementaires ou décisions judiciaires prises au sujet des questions dont traite la présente section. On peut trouver, cependant, quelques renseignements sur les méthodes de réglementation de divers problèmes dans les publications de la FAO et de l'OMS, notamment les périodiques de la FAO intitulés Recueil de législation : alimentation et agriculture, et Substances ajoutées aux denrées alimentaires : législation récente (ce dernier bulletin est préparé dans le cadre du programme mixte FAO/OMS sur les substances ajoutées aux denrées alimentaires et les pesticides) 56/. La FAO publie également une "Collection FAO : contrôle des substances ajoutées aux aliments", dans laquelle sont passées en revue les méthodes de contrôle des substances ajoutées aux aliments dans les différents pays 57/, et a inclus dans sa "série législative" deux numéros portant sur

---

55/ Renseignements fournis par la FAO.

56/ Des références aux lois et règlements intéressant la présente section figurent également dans la collection FAO : série législative.

57/ Ces pays sont le Canada (No 1), le Royaume-Uni (No 2), les Pays-Bas (No 3), l'Australie (No 4), le Danemark (No 5), la France (No 6), la République fédérale d'Allemagne (No 7) et l'URSS (No 8).

la réglementation de la fabrication et du commerce des aliments des animaux dans les pays européens 58/.

41. On trouvera résumés ci-dessous quelques exemples récents de méthodes de procédure et de fond adoptées pour résoudre les problèmes affectant le droit à l'alimentation évoqués dans les paragraphes 20 à 39 ci-dessus, notamment les dispositions législatives et autres relatives au contrôle des pesticides, de certaines substances chimiques ajoutées aux aliments des animaux, et de denrées alimentaires irradiées et préemballées.

42. La loi sur les pesticides 59/ adoptée par la Finlande en 1969 s'applique au contrôle de l'efficacité d'emploi, de l'utilisation et de la fabrication des pesticides, à leur commerce, détention et transport, ainsi qu'aux "mesures visant à prévenir les effets nuisibles des substances sur la santé de l'homme et des animaux utiles, sur les cultures et sur la terre cultivée ainsi que sur la nature en général". Aux termes de cette loi, le contrôle des pesticides en vue d'en déterminer les effets biologiques et l'efficacité d'emploi, incombe à l'Institut pour la protection des végétaux, qui travaille en association avec le Centre de recherches agricoles, alors que le contrôle physique et chimique de ces substances relève de l'Institut national de chimie agricole. Les préparations destinées à être utilisées comme pesticides ne peuvent être vendues (ou autrement fournies) que sur licence délivrée par l'Institut pour la protection des végétaux; un recours contre les décisions de l'Institut peut être introduit auprès du Ministère de l'agriculture 60/. Le Ministère de l'agriculture peut, après avoir entendu l'Institut pour la protection des végétaux, interdire la vente et l'utilisation des pesticides qui auront été reconnus nocifs pour les plantes ou les animaux ou inadéquats ou inefficaces pour le but indiqué. L'Institut pour la protection des végétaux est habilité à procéder à des inspections et à des examens dans les lieux où sont fabriqués, entreposés ou vendus des pesticides. Le Conseil d'Etat nomme, sur proposition du Ministère de l'agriculture, une Commission des pesticides, qui est l'organe compétent pour les questions relatives aux pesticides. La Commission est nommée pour une période de cinq ans.

---

58/ R. Ricard et T. Threlkeld, Aliments des animaux : réglementation de la fabrication et du commerce dans les pays européens, Collection FAO : série législative, No 1 (Rome, FAO, 1957), et R. Ricard et M. H. French, Aliments des animaux : réglementation de la fabrication et du commerce dans les pays européens, Collection FAO : série législative, No 4 (Rome, FAO, 1963).

59/ Loi No 327 du 23 mai 1969 (texte publié par la FAO dans le Recueil de législation; alimentation et agriculture, Vol. XX, No 1 (juin 1971), partie III/5) portant abrogation de la loi No 261/51 du 27 avril 1951 sur le Service de protection des végétaux.

60/ Les préparations qui contiennent certaines catégories de substances toxiques mentionnées dans la législation finlandaise sur les substances toxiques ne peuvent pas être vendues avant que le Ministère des affaires sociales et de l'hygiène ait, sur proposition du Ministère de l'agriculture, autorisé leur utilisation comme pesticide.

43. Les contrevenants à la loi sur les pesticides ou aux règlements adoptés en vertu de cette loi, notamment aux dispositions concernant la fabrication, l'importation, le commerce, l'emmagasiner, le transport et l'utilisation des pesticides, sont passibles d'amendes ou de peines de prison.

44. La législation canadienne adoptée en 1969 <sup>61/</sup> stipule que lorsque l'inspection d'un produit agricole faite en vertu de la Food and Drugs Act (Loi sur aliments et drogues) révèle la présence de résidus de pesticides qui rendraient le produit impropre à la vente, et lorsque le pesticide a été utilisé conformément aux recommandations pertinentes, le Ministre de l'agriculture peut payer aux cultivateurs une indemnité pour toute perte qu'ils auront ainsi subie. Le Ministre doit être notamment convaincu que les résidus de pesticides ne sont pas présents par suite d'une faute du cultivateur, de son employé ou mandataire ou d'un propriétaire antérieur de la terre dont provient le produit.

45. Aucune indemnité ne peut être payée en conformité de cette loi, tant que le cultivateur n'a pas pris les mesures que le Ministre de l'agriculture juge nécessaires pour exercer tout recours que le cultivateur peut avoir contre le fabricant du pesticide ou contre toute personne dont l'action ou l'omission a entraîné ou contribué à entraîner la présence des résidus de pesticides. Le Ministre, lorsqu'il juge ce recours juridique nécessaire, peut exiger, comme condition du paiement d'une indemnité, le consentement du cultivateur l'autorisant à exercer tout recours pour le compte du cultivateur.

46. Les appels des décisions relatives aux indemnités sont entendus et jugés par un évaluateur ou un évaluateur intérimaire (en cas d'absence ou d'incapacité de l'évaluateur), nommé par le Gouverneur en conseil parmi les juges de la Cour de l'Echiquier du Canada et des tribunaux supérieurs des provinces. Un appel peut être interjeté par un cultivateur lorsqu'aucune indemnité ne lui a été accordée ou que l'indemnité accordée était inférieure à l'indemnité maximum prescrite en vertu de la loi, pour le motif que le montant de l'indemnité accordée ou le défaut d'accorder une indemnité n'était pas raisonnable. La décision de l'évaluateur n'est susceptible d'appel ou de révision par aucun tribunal.

47. Un certain nombre d'Etats ont également pris des mesures pour réglementer l'addition de différentes substances aux aliments des animaux mentionnée au paragraphe 28 ci-dessus. Par exemple, l'Autriche, la Belgique et la Suisse ont interdit l'addition d'hormones aux aliments des animaux. L'addition d'antibiotiques aux aliments des animaux est également subordonnée à la délivrance de licences ou d'autorisations spéciales dans ces pays. La Belgique spécifie la dose d'antibiotiques qui peut être utilisée pour différentes espèces d'animaux <sup>62/</sup>. La Communauté économique européenne a publié une directive concernant les additifs dans

---

<sup>61/</sup> Loi prévoyant l'indemnisation des cultivateurs dont les produits agricoles sont contaminés par des résidus de pesticides et prévoyant des recours contre les décisions relatives à l'indemnisation, 8 mai 1969. Texte figurant dans la publication de la FAO, Recueil de législation : alimentation et agriculture, vol. XX, No 1 (juin 1971), partie III/5.

<sup>62/</sup> Ricard et French, op. cit., p. 22, 34-35 et 220.

l'alimentation des animaux, qui précise quelles substances peuvent être utilisées comme additifs et les conditions qui doivent être observées pour leur utilisation 63/.

48. La France a promulgué une réglementation relative au commerce des produits alimentaires irradiés 64/.

49. Le Royaume-Uni a interdit l'utilisation des rayonnements ionisants lors de la préparation des denrées alimentaires destinées à la consommation humaine ainsi que la vente et l'importation de denrées alimentaires irradiées, à l'exception des denrées traitées au moyen d'une dose spécifiée 65/.

50. En URSS 66/, les normes alimentaires appelées Normes d'Etat pour l'ensemble de l'Union soviétique sont promulguées par le Comité des normes, des mesures et des instruments de mesure du Conseil des ministres. Les diverses républiques peuvent également promulguer des normes, qui doivent concorder avec les Normes d'Etat pour l'ensemble de l'Union soviétique. Lorsque l'élaboration de Normes d'Etat pour l'ensemble de l'Union soviétique ne se justifie pas, la pratique courante est d'établir des spécifications techniques valables dans une seule ou plusieurs républiques ou des spécifications provisoires qui sont impératives pour l'industrie au même titre que les Normes d'Etat. La Norme d'Etat proposée pour un nouvel additif alimentaire n'est approuvée que lorsque le Service sanitaire épidémiologique du Ministère de la santé a exprimé une opinion favorable. Le principe appliqué est que les additifs alimentaires qui n'ont pas été autorisés sont interdits.

51. Les stations d'épidémiologie du Ministère de la santé procèdent, par sondages, à des analyses qui ont pour objet de vérifier que les produits alimentaires sont conformes aux normes sanitaires; ces stations existent au niveau local, communal ou au niveau des républiques. Toute nouvelle méthode mise au point par l'industrie alimentaire pour la conservation, la coloration ou un traitement technique quelconque des éléments, qui exige l'emploi d'un additif, agent de conservation, colorant, etc., et pour laquelle il n'existe encore aucune autorisation des organismes de contrôle

---

63/ 70/524/CEE : Directive du Conseil concernant les additifs dans l'alimentation des animaux, 23 novembre 1970; référence figurant dans le périodique de la FAO, Recueil de législation : Alimentation et agriculture, vol. XX, No 1 (juin 1971), quatrième partie, chap. 2.

64/ Décret No 70-392 du 8 mai 1970, portant règlement d'administration publique par l'application de la loi du 1er août 1905, sur la répression des fraudes en ce qui concerne le commerce des marchandises irradiées susceptibles de servir à l'alimentation de l'homme et des animaux. Résumé publié par la FAO dans le périodique Substances ajoutées aux denrées alimentaires : législation récente 143 (30 avril 1971), No 1973.

65/ The Food (Control of Irradiation) Regulations 1967, du 13 mars 1967 [Règlement sur les denrées alimentaires (concernant le contrôle de l'irradiation)], et amendement 1969 du 28 juillet 1969, référence ibid., 144 (31 mai 1971), No 1988. Une exception est faite également pour les malades qui nécessitent un régime stérile.

66/ Le résumé ci-après est tiré de renseignements qui figurent dans le document "Contrôle des substances ajoutées aux aliments en URSS", par A.I. Stenberg, J.I. Schillinger, M.G. Shevchenko, Collection FAO : contrôle des substances ajoutées aux aliments, No 8 (Rome, FAO, 1969), p. 8 et 10 à 12.

sanitaire, l'industrie en question doit être soumise au Ministère de la santé qui prendra une décision. Le Ministère prend sa décision en se fondant sur les conclusions auxquelles sont parvenus les instituts de recherche et, s'il le juge nécessaire, ordonne qu'une analyse toxicologique et une évaluation des propriétés cancérogènes des nouveaux additifs soient effectuées. Les résultats de ces recherches permettent de déterminer si l'utilisation de cette substance sera autorisée pour la production alimentaire et, le cas échéant, quelle est la concentration maximale tolérée dans les aliments.

52. Les Etats-Unis ont adopté des directives en ce qui concerne certains aliments préparés. La Food and Drugs Administration des Etats-Unis a publié le 30 novembre 1971 des directives pour les "repas tout prêts" congelés, précisant les quantités de protéines pour 100 calories, le niveau vitaminique et les autres ingrédients que ces repas emballés doivent contenir pour assurer une distribution équilibrée des principales substances nutritives. Ces directives ne seront pas obligatoires, mais le fabricant qui les respectera pourra indiquer sur l'étiquette que le produit est conforme aux normes fédérales de nutrition 67/.

53. En 1970, L'Assemblée mondiale de la santé, soucieuse des dangers que les additifs alimentaires peuvent faire courir aux consommateurs et convaincue qu'il est nécessaire de diffuser sans retard les résultats de la recherche toxicologique sur les additifs alimentaires, a invité les Etats membres de l'OMS à communiquer immédiatement à cette organisation toute décision ayant pour effet de limiter ou d'interdire l'usage d'un additif alimentaire et à compléter ces renseignements le plus tôt possible par les faits qui ont motivé la décision. L'Assemblée a également prié le Directeur général, le cas échéant, de transmettre immédiatement aux Etats membres de l'OMS les informations reçues concernant les décisions de limiter ou d'interdire l'usage d'un additif, de faire diligence pour évaluer toute manifestation nouvelle et significative de toxicité d'un additif alimentaire déterminé, et de communiquer aux Etats membres ses conclusions 68/.

---

67/ Le New York Times, 1er décembre 1971, p. 55. Des directives concernant d'autres produits préparés, notamment les céréales généralement consommées au petit déjeuner et les succédanés de la viande, seraient en préparation.

68/ Documents officiels de l'Organisation mondiale de la santé, No 184, Vingt-troisième Assemblée mondiale de la santé, première partie, résolution WHA-23.50.